

Centre hospitalier Saint-Denis

Solidarité avec la population kanak et la jeunesse révoltée de Nouvelle-Calédonie !

Alors que le gouvernement veut, en modifiant la Constitution, autoriser l'élargissement du corps électoral en Nouvelle-Calédonie, les organisations indépendantistes avaient appelé à manifester contre ce projet qui rendrait les Kanak, qui constituent la population indigène de l'archipel, encore plus minoritaires. Les manifestations ont été massives : par exemple, ils étaient 3 000 à Lifou, la plus importante des îles Loyauté, sur une population de 10 000 habitants !

Mais ce qui a surpris tout le monde, organisations indépendantistes comprises, c'est que, en parallèle des manifestations sur les routes et les ronds-points, ces appels ont débouché sur de véritables soulèvements des jeunes, et même des très jeunes, dans les quartiers et les banlieues pauvres de Nouméa, la capitale de l'archipel. L'aggravation par le projet de loi du fait colonial, en faisant que les Kanak deviennent toujours plus minoritaires dans leur pays, est évidemment non seulement derrière la mobilisation visible à l'appel de la Cellule de coordination des actions de terrain (CCAT), qui réunit des représentants de la plupart des partis et syndicats indépendantistes, mais en arrière-fond de la révolte de la jeunesse des banlieues. Christian Tein, un des responsables de la CCAT, déclarait le 14 mai sur une radio locale : « Les difficultés à ce que le pain puisse arriver sur la table... Tous les jours, se pose cette question. Il y en a d'autres qui ne se la posent jamais. Quand un peuple est adossé à un mur comme ça, il ne peut que réagir. » La CCAT appelle à maintenir la mobilisation sur les grands axes, tout en appelant les jeunes au calme.

Tout se mêle forcément dans un contexte où le fait colonial est en train de s'aggraver et où les classes populaires connaissent encore plus de difficultés qu'ici. La situation sociale de la Nouvelle-Calédonie a changé depuis les accords de Nouméa de 1998. Une partie des Kanak se sont déplacés des villages vers Nouméa, où ils constituent l'essentiel de la population des quartiers et des banlieues pauvres, mais où ils côtoient une main-d'œuvre immigrée venue d'autres îles du Pacifique ou d'autres pays – Wallisiens, Tahitiens, Ni-Vanuatu, Vietnamiens.

Le fait même que la révolte ait soulevé les jeunes, toutes origines confondues, montre que les causes vont bien au-delà des seules revendications, aussi légitimes soient-elles, des organisations indépendantistes.

Même si les situations ne sont pas exactement les mêmes, difficile de ne pas faire le rapprochement avec les émeutes de la jeunesse des banlieues ici, en métropole, l'an dernier : misère matérielle et morale, dignité bafouée. Des raisons considérablement amplifiées en Nouvelle-Calédonie par le racisme et la brutalité du pouvoir, constitutifs du colonialisme.

Pour l'instant, la seule réponse du gouvernement est l'envoi de contingents supplémentaires du Raid et du GIGN ! Et il semble bien que des milices d'extrême droite s'organisent au centre de Nouméa pour aider à la répression. Il y a déjà eu deux morts par balle dans la nuit du 14 mai et le représentant de l'État, Louis Le Franc, a fait état d'échanges de tirs entre manifestants et milices. Ce même représentant a menacé de poursuivre la CCAT qu'il considère comme « responsable de tout ce qui se passe en ce moment ».

En tout cas, face à l'aggravation du fait colonial en Nouvelle-Calédonie et à la répression qui s'abat déjà sur la jeunesse et menace tous les manifestants, nous ne pouvons qu'être solidaires de la jeunesse kanak et des organisations qui mènent le combat contre le fait colonial.

mercredi 15 mai 2024





#METOO HÔPITAL : « L'ORDRE DES MÉDECINS A TROP SOUVENT PROTÉGÉ LES COMPORTEMENTS VIOLENTS »

Et c'est Agnès Buzyn, ancienne ministre de la Santé, qui le dit ! Dans une récente interview à *Paris Match*, elle revient sur ses premières années comme étudiante en médecine puis comme professeure au PU-PH : « Interne, on me disait souvent : "Ma petite, venez vous asseoir sur mes genoux." » Et elle ajoute : « Il est compliqué de trouver sa place dans un milieu très masculin, où la grossièreté et la vulgarité valorisent une forme de virilité ». Elle conclut en affirmant que l'Ordre des médecins a souvent couvert les harceleurs et qu'elle « rechignait » à payer sa cotisation ! On aurait aimé qu'Agnès Buzyn ait eu le courage de dire cela quand elle était ministre, mais on ne peut qu'être d'accord avec son constat. Plutôt que nous en remettre à un Ordre des médecins réactionnaire et sexiste, organisons-nous pour changer les choses.

VOUS AVEZ DIT ROUMANIE ?

C'est maintenant plus du triple d'étudiants en médecine français qui partent en Roumanie, et pas pour les vacances... Après avoir échoué aux concours en France, pour quand même obtenir un diplôme européen reconnu, ils se rendent dans des établissements privés roumains qui font payer 7 500 euros l'année, pendant sept ans. Les voilà en concurrence avec des étudiants roumains qui doivent, eux, passer les concours... pour le plaisir des businessmen de l'enseignement privé !

12 MAI IS THE NEW 1ER AVRIL

Depuis plusieurs années, l'Association mondiale des infirmières appelle à célébrer le 12 mai la journée internationale des infirmières. Le thème de cette année : « Nos infirmières, notre avenir, le pouvoir économique des soins » ! Car constatant partout les réductions du budget hospitalier, il faudrait maintenant convaincre les « décideurs politiques et administrateurs hospitaliers » que les soins aussi ont une « valeur économique » ! Les seuls qui ont la capacité d'imposer une autre politique des soins, c'est l'ensemble du personnel hospitalier !

ET QUE ÇA GLISSE... LES TÂCHES...

Une pratique bien commode pour les médecins, en particulier libéraux, qui officient dans certains établissements de santé (publics ou privés). Ces derniers font des pieds et des mains quand il s'agit de mettre en place des protocoles autorisant les infirmières à prescrire des actes médicaux, tels que des radiographies, sans que ces dernières puissent profiter de la manne financière qu'est la tarification à l'acte (T2A). On peut aussi dénoncer les autres dérives telles que le trop traditionnel

glissement de tâches des IDE aux AS ou la prescription excessive d'examen complémentaires dont la réalisation incombe généralement aux paramédicaux du service. La T2A encourage ces comportements, qui dégradent nos conditions de travail et qui impactent la qualité des soins procurés aux patients. Il est temps qu'on se fasse entendre, que nous puissions décider de notre façon de travailler, pour nous, les personnels de santé, et pour le bien-être des patients !

FRANCE CHAMPIONNE D'EUROPE... DES CANCERS

Un rapport de l'Organisation européenne du cancer vient d'être présenté à l'Institut Curie de Paris. Il montre que la France a le nombre de cas de cancers le plus élevé en Europe. Près de 180 000 personnes en décèdent chaque année, soit jusqu'à 60 % de plus que dans d'autres pays européens. C'est l'ensemble du système de santé qui va mal : on manque d'infirmiers, d'aides-soignants mais aussi de médecins

oncologues. On en compte ici 1,52 pour 100 000 habitants alors que la moyenne européenne est de 3,24. Conséquence : un hôpital aussi prestigieux que l'Institut Gustave Roussy, à Villejuif, a dû fermer la moitié d'une unité de pointe, par manque de personnel. Quant aux dépistages précoces, là encore la France est à la traîne. Le taux de dépistage du cancer colorectal n'est que de 34 % alors qu'il atteint 80 % ailleurs en Europe. Et quant au cancer du sein, son dépistage reste sous la barre des 50 %, alors qu'il est de 74 % en Espagne.

Un bilan dont ni Macron, ni son ministre délégué à la Santé ne vont se vanter.

LES ÉTUDIANTS SOLIDAIRES AVEC LA PALESTINE SONT RÉPRIMÉS

Depuis deux semaines, des rassemblements ont lieu presque tous les jours devant des

universités pour soutenir des actions de soutien au peuple palestinien sous les bombes depuis sept mois. Les médias sont présents et les étudiants n'hésitent pas à parler dans le micro pour donner leur avis, surtout depuis qu'ils sont la cible de la répression policière. En effet, au matin de mardi dernier, deux étudiants de SciencesPo sont interpellés lors de leur tentative de bloquer leur établissement et le soir même 88 étudiants sont encore envoyés en garde-à-vue dans des cellules vétustes et sales, ignorés quand ils demandent un médecin, l'heure ou la teneur des poursuites établies contre eux. Un étudiant sera même gardé plus de 30 heures puis libéré sous contrôle judiciaire jusqu'à son jugement en juin.

Pour seule réponse, la répression, les arrestations, les fermetures des universités et surtout la poursuite de cette politique d'assimilation du soutien au peuple palestinien à de l'antisémitisme pour continuer de soutenir le gouvernement d'extrême droite israélien...